



**Communiqué de presse du 12 février 2013**

## **Orientation scolaire : qui joue au poker menteur ?**

Une délégation intersyndicale (SNES-FSU, SNASUB-FSU, CGT Educ'action, SUD Education) de conseillers d'orientation-psychologues, de directeurs de CIO et de personnels administratifs a été reçue par le cabinet de Marylise Lebranchu le 8 février, à l'occasion de la journée de mobilisation nationale pour la défense du service public d'orientation de l'Education nationale.

Alors qu'en décembre, le ministre de l'Education nationale avait très clairement affirmé à l'intersyndicale que les conseillers d'orientation-psychologues et les directeurs de CIO resteraient fonctionnaires de l'Etat et que seuls ceux qui le souhaitent seraient mis à disposition des Régions, le cabinet de Marylise Lebranchu, par la voix du conseiller social, a indiqué que la question du transfert des CIO et de leurs missions aux régions était actée. Il a laissé planer le doute sur un éventuel transfert des personnels ou mise à disposition « forcée ».

Devant ces affirmations gouvernementales contradictoires, qui faut-il croire ? Faut-il comprendre que malgré le refus et les objections nombreuses de la profession portées par les représentants de l'intersyndicale, seules les demandes de l'ARF seront prises en compte ?

M. Lacoste a cherché à rassurer en indiquant que rien ne changerait pour les CIO. On se demande alors l'intérêt d'imposer une telle décision ? Que deviendront les missions de ces futurs « ex CIO » ? Il est clair qu'ils ne pourront continuer à assurer leurs missions institutionnelles actuelles pour l'Education nationale, les compétences des Régions ne concernant pas l'orientation des élèves et des étudiants.

Le conseiller social a d'autre part semblé ignorer toutes les discussions menées avec le ministère de l'Education nationale depuis six mois et les assurances données par le ministre lui-même. Le principe d'un service public d'orientation national a même été présenté comme moins démocratique que 26 services régionaux aux missions, à la composition et aux fonctionnements différents, au prétexte qu'il permettrait de s'adapter aux territoires ! Il faudra l'expliquer aux personnels et aux élèves qui auront la malchance de se trouver dans une région moins riche que d'autres !

Enfin, relayant une conception rétrograde de leur métier, rejetée depuis des décennies par les personnels, le conseiller a semblé regretter que le recrutement des conseillers d'orientation-psychologues n'ait pas été modifié dans le sens d'une suppression de leur qualification de psychologue !

L'intersyndicale a présenté d'autres solutions pour « améliorer l'interface entre l'Ecole et le premier emploi », objectif sur lequel tout le monde peut s'accorder. Elles ne passent pas par l'éradication préalable des CIO, ni par le transfert des personnels. Mais notre interlocuteur a semblé considérer qu'il était trop tard pour les prendre en compte.

L'orientation scolaire est une mission nationale et doit le rester !

L'intersyndicale reste déterminée sur la nécessité de défendre le service public d'orientation de l'Education nationale et le réseau des CIO qui consacrent plus de 80% de leurs activités au public scolaire et universitaire. Elle se félicite du succès de la mobilisation du 8 février et se réunira le 13 février pour décider de la suite des actions afin de s'opposer à ces mesures contraires à l'intérêt des élèves, des équipes et des personnels.